

SERGE JAUMAIN & KENNETH BERTRAMS (DIR.)

«Patrons, gens d'affaires et banquiers. Hommages à Ginette Kurgan-van Hentenryk»

Bruxelles, Le Livre Timperman, 2004, 481 p.

Si l'estime portée à un universitaire se mesure à la qualité des textes qui lui sont offerts en hommage, nul doute que Ginette Kurgan jouit d'une immense considération auprès de ses anciens étudiants et collègues. Ceux-ci ont relevé le défi de contribuer, en partant de leurs domaines de recherches, au progrès de l'histoire du patronat, à laquelle le professeur Kurgan a tant apporté, par ses travaux propres, – depuis ses études sur les groupes financiers belges en Chine jusqu'aux publications sur la Société générale, en passant par son article programmatique de 1981 –, mais aussi par les recherches, individuelles ou collectives, qu'elle a impulsées, citons parmi d'autres le *Dictionnaire des patrons en Belgique*.

Introduits par un très opportun bilan de l'historiographie récente des entreprises et du patronat en Belgique, replacée dans une perspective internationale par Serge Jaumain et Kenneth Bertrams, et par un aperçu des contributions de Ginette Kurgan à cette production scientifique, les textes se distribuent en cinq thèmes.

S'agissant de la période contemporaine<sup>8</sup>, la perspective se fait d'abord collective pour traiter de la structuration de divers milieux patronaux. Partant de l'exemple des charbonniers montois suivis entre 1830 et 1870, Patrick Lefèvre montre combien l'intérêt patronal collectif peine à dépasser la concurrence des intérêts privés, en dépit de l'importance du contrôle qu'exerce dans le bassin la Société générale. Dans le secteur de la presse, ce n'est pas la représentation des intérêts de la branche mais une certaine homogénéisation de ses principes d'activité qui sont examinés par Pierre Van den Dungen à travers le mécanisme du 'jeu de bascule', consistant à accueillir dans les journaux un maximum de publicité afin de pouvoir exercer une forte concurrence par l'abaissement des tarifs d'abonnement. L'étude de cette stratégie adoptée par *L'Étoile belge* et ensuite par *Le Soir* permet une utile remise en perspective de la nouveauté que constituent de nos jours les 'gratuits'. Entre médias et publicité, plus précisément entre annonceurs et médias, Véronique Pouillard étudie l'émergence d'un acteur dont l'activité se professionnalise en Belgique dans le premier XX<sup>e</sup> siècle: le publicitaire. Alors que la diffusion de la publicité avait longtemps résulté d'une demande adressée directement par l'annonceur – fabricant ou commerçant soucieux de promouvoir ses

8 À défaut de compétence pour apprécier les travaux portant sur les périodes qui précèdent l'époque contemporaine, nous ne rendrons pas compte des contributions réunies sous le thème "Patrons, gens d'affaires et banquiers de l'Antiquité à l'époque moderne" (DIDIER VIVIERS, *Bien avant Boch... les céramistes athéniens. De l'artisanat à la manufacture*; CHLOÉ DELIGNE, CLAIRE BILLEN & DAVID KUSMAN, *Les bouchers bruxellois au bas Moyen-Age. Profils d'entrepreneurs*; PHILIPPE MOUREAUX, *Un épisode mouvementé des relations entre le ministre Cobenzl et la banque de Nettine (1755-1756)*; MICHÈLE GALAND, *La noblesse d'affaires dans les Pays-Bas autrichiens: Adrien-Ange de Walckiers (1721-1799)*; HEINZ-GERHARD HAUPT, *Nouvelles voies d'une histoire des corporations en Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une esquisse*). Nous prions leurs auteurs de bien vouloir nous en excuser.

ventes – à un média, les agences de presse, vendeuses d’espaces publicitaires dans les médias, ont progressivement été chargées de concevoir le message publicitaire; dans le même temps, certains annonceurs produisant des biens de grande consommation ont développé leur propre service de publicité. En amont des activités et de l’organisation du monde patronal se pose évidemment la question de la formation de ses dirigeants, qui conduit K. Bertrams à s’interroger sur les relations entre l’enseignement supérieur et le monde des affaires. Il souligne la concomitance, à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, entre le développement des écoles de commerce, dont en particulier l’École de commerce Solvay, et la transformation des études d’ingénieur civil sous l’effet d’un débat qui oppose les tenants de la “science industrielle” et ceux qui défendent l’idée d’introduire des cours pratiques dans le *curriculum*. Ces deux filières de formation des entrepreneurs et cadres demeurent toutefois étanches jusqu’aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Le texte de Valérie Piette superpose les perspectives individuelles et collectives, rappelant l’action de figures féminines importantes dans la vie des affaires et leur organisation dans une Association belge des femmes chefs d’entreprises, à une époque où la situation juridique de la femme, en particulier de la femme mariée, peut entraver son activité de dirigeante d’entreprise.

Les contributions réunies en quatrième partie articulent également l’individuel et le collectif pour étudier des itinéraires patronaux. Exploitant des sources judiciaires, Rolande Depoortere a tenté de dégager, d’une quarantaine de dossiers de requête

en réhabilitation d’entrepreneurs faillis, le profil de ces requérants; elle montre, à rebours des images d’irréversible déchéance, la possibilité donnée à certains faillis de restaurer leur position professionnelle. Partant de travaux récents consacrés au patronat d’origine étrangère et de sa connaissance personnelle de la communauté italienne, Anne Morelli propose une première mise à l’épreuve des hypothèses habituellement retenues pour expliquer la réussite de patrons issus de l’immigration, – la théorie de la niche, du créneau professionnel, et l’idée d’un nécessaire passage par le statut de travailleur indépendant –; ses résultats la conduisent à proposer une réflexion méthodologique portant, d’une part, sur la nécessité de situer les trajectoires individuelles des entrepreneurs par rapport à leur passé familial et à leur réseau de sociabilité et, d’autre part, sur le caractère aussi irremplaçable que délicat de l’usage de sources orales pour ce type d’histoire. Sans disposer d’archives privées, Serge Jaumain est parvenu à retracer le parcours professionnel et les très nombreux engagements – soutien à la construction européenne, à la paix et au désarmement, et enfin à la culture, la formation et la recherche scientifique dans le cadre de la fondation qui porte son nom – d’Émile Bernheim, fondateur des grands magasins belges À l’Innovation.

Les sept contributions qui forment la dernière partie du livre examinent diverses formes d’engagement de personnalités ou collectivités patronales dans la vie sociale. S’appuyant principalement sur des sources imprimées, Éliane Gubin et Jean Puissant suivent l’évolution des positions du patronat catholique belge à l’égard du travail féminin entre 1840 et 1940. Ils montrent

comment la construction progressive du discours visant l'interdiction de ce travail a toujours été contournée par ce patronat pour des raisons d'intérêt industriel, justifié en fin de période par le caractère non substituable d'aptitudes prétendument féminines, qui fonde surtout la discrimination salariale à l'égard des travailleuses. Une même tension entre discours et pratique est examinée par Samuel Tilman, qui s'interroge sur l'incompatibilité entre l'exercice de mandats politiques et de hautes responsabilités dans le monde bancaire et financier, au cours du siècle qui suit l'indépendance de la Belgique. Si cette incompatibilité a bien été périodiquement discutée dans les enceintes parlementaires, l'auteur montre à quel point certains financiers n'ont pas manqué de poursuivre leur intérêt en s'appuyant sur les mandats politiques dont ils étaient investis. Une chronologie de l'engagement politique des hommes d'affaires peut être dégagée. S'ils sont présents au Parlement avant 1914 mais ne détiennent pas alors de portefeuilles ministériels (à deux brefs contre-exemples près), ils occupent des fonctions exécutives dans l'Entre-deux-guerres, particulièrement entre 1926 et 1935, quand les banquiers Franqui, Houtart et Lippens se voient confier d'importantes responsabilités ministérielles. Si, avant la Seconde Guerre, ces pratiques ont été régulièrement dénoncées par les socialistes et les communistes, ces derniers ont été amenés à revoir leur perception du monde patronal lorsque, sous l'Occupation, certains patrons financèrent les mouvements de résistance. À travers la figure de Franz Vuidar, ingénieur en chef aux Constructions électriques de Belgique (entreprise liée aux ACEC dès 1939) qui prit d'importantes responsabilités au

sein des Partisans armés, José Gotovitch observe la difficulté créée par le maintien d'une ligne critique très dure, exprimée notamment dans la presse clandestine, à l'égard de personnalités patronales qui apportent une aide financière autant que des renseignements. Trois contributions questionnent le rapport entre le monde patronal et l'art. Christine Dupont s'interroge sur la vision du patron mécène qui se forme dans le monde artistique belge à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle; elle montre notamment que, loin de la figure du créateur maudit en rupture de bourgeoisie, certains artistes acceptent sans difficulté l'idée d'appartenir au même milieu social que les patrons, tout en regrettant le mécénat aristocratique d'Ancien Régime auquel les pouvoirs publics ne se sont guère substitués. Étudiant la figure célèbre d'Adolphe Stoclet sans disposer de papiers personnels et donc contrainte à l'usage de sources indirectes, Valérie Montens cerne l'engagement du grand financier bruxellois dans diverses institutions artistiques (Musée royal d'art et d'histoire, Musées royaux des beaux-arts et Fondation égyptologique reine Élisabeth), élargissant ainsi son image de collectionneur exemplaire en son palais de l'avenue de Tervuren. Si l'art funéraire a déjà été largement étudié, notamment sous la forme des monuments aux morts édifiés au lendemain des grands conflits contemporains, Jean-Jacques Herrewegh entreprend ici l'étude des statues et monuments, visibles en plein air dans l'espace public, dédiés à des patrons. Outre un relevé inédit de ce patrimoine en Belgique, brièvement commenté, l'auteur procède à l'examen approfondi des statues dédiées à John Cockerill, en particulier des péripéties qui accompagnent l'édification de la statue bruxelloise de l'industriel sérésien.

À la différence des textes déjà évoqués, la troisième partie de ce volume d'hommages traite d'abord des entreprises, sous l'angle de leur gestion et de leur performance. Cette partie s'ouvre par une réflexion méthodologique de Youssef Cassis sur la contribution des historiens à la mesure de la performance des entreprises, – à définir idéalement par cinq critères: taille, profits, longévité, mesure physique des performances, image –, qu'il résume comme la combinaison d'une analyse quantitative sur la longue durée et d'une approche institutionnelle de l'entreprise. Ceci implique notamment, à l'instar d'une démarche prosopographique, la constitution de larges collections d'études microéconomiques d'entreprises, qui permettent de situer les performances d'une entreprise, voire d'une branche, par rapport à des ensembles plus larges qui les incluent. Se plaçant à l'échelle d'une entreprise particulière, la firme automobile italienne Lancia à l'époque de son existence indépendante (1906-1969), Franco Amatori montre comment cette entreprise a résisté aux crises qui ont emporté des entreprises automobiles de taille comparable, en ne suivant pas le modèle de l'autre entreprise turinoise engagée dans la production de masse fordienne et en privilégiant plutôt la fabrication de véhicules de grande qualité. Mais il décrit également le déclin de la firme, amorcé avec le décès de son fondateur, qu'il explique notamment par des choix managériaux tournés vers le passé de la firme, lui faisant manquer le tournant de la motorisation massive de l'Italie au début des années 60 et la contraignant à passer sous le contrôle de la FIAT. Il est à nouveau question de gestion d'entreprise dans la contribution de Guy Vanthemsche, qui s'est penché sur les

archives du Comité intérieur colonial de la Société générale de Belgique, – constitué en 1928 au lendemain de l'absorption de la Banque d'outremer –, pour étudier les outils et procédures adoptés pour le pilotage à distance de l'empire colonial de la holding. Croisant l'histoire de la gestion et celle des dirigeants d'entreprise, Pierre Lanthier montre comment le groupe belge Empain a développé ses activités en France en s'appuyant très largement sur des cadres français et en réservant aux administrateurs belges une mission de surveillance. C'est la permanence, de l'Ancien Régime à nos jours, d'une institution économique qui constitue le propos de Greta Devos. Celle-ci montre comment les anciennes corporations de dockers du port d'Anvers se sont adaptées tant aux contraintes politiques, dont l'abolition des corporations, qu'aux transformations techniques qui touchent le transport maritime, depuis la navigation à vapeur jusqu'à l'introduction des conteneurs.

Pour rappeler peut-être l'importance de l'engagement de Ginette Kurgan dans la vie de son *alma mater*, l'ouvrage se clôt par la réflexion, – appuyée par une revue de la littérature économique consacrée à l'enseignement supérieur –, de Françoise Thys-Clément, ancien recteur de l'ULB, sur l'avenir des universités dans le paysage européen, qui appelle, à tout le moins, un refinancement public sérieux.

La variété thématique et la richesse des contributions montrent le chemin parcouru depuis le temps où Ginette Kurgan écrivait que "l'histoire du monde patronal reste à faire en Belgique"; non seulement, ce monde est devenu un terrain d'étude à

part entière, dans une perspective élargie, – de la haute finance au petit commerce, de sa formation intellectuelle à ses engagements culturels –, mais il s’étudie également à l’intersection d’autres champs de recherche (immigration, genre, mémoire, etc.). Si les contributions offertes en hommage à Ginette Kurgan constituent souvent un aboutissement plutôt qu’un point de départ de programmes de recherche, plusieurs contributions ouvrent néanmoins d’intéressantes perspectives. Outre les invitations, lancées par les éditeurs dans leur bilan introductif, à élargir vers d’autres entreprises ou branches la perspective adoptée par Ginette Kurgan et Bart De Wilde dans leur “biographie collective” des dirigeants de la Société générale et du patronat textile, ou à proposer une explication globale de la forte présence industrielle belge à l’étranger, on trouve, dans la contribution de Youssef Cassis, un encouragement à rejoindre le projet, qu’il coordonne à l’échelle européenne, de constitution de séries d’études monographiques d’entreprises, et, dans le texte de Guy Vanthemsche, un appel à approfondir à partir des archives du Comité intérieur colonial l’étude des diverses entreprises du groupe de la Société générale et, par là, à mieux cerner la vie économique de la colonie.

*Eric Geerkens*